Algérie : trouver un terrain d'entente pour l'action contre le pouvoir et les atteintes aux libertés démocratiques

lundi 1er juillet 2019, par RECHIDI Mahmoud (Date de rédaction antérieure : 27 juin 2019).

Une réunion unitaire a adopté, en présence de nombreuses organisations algériennes, dont le Parti socialiste des travailleurs, une déclaration pour la défense des libertés démocratiques, pour la défense du mouvement populaire contre le pouvoir et un processus constituant. Mahmoud Rechidi, porte parole du PST, a formulé une déclaration sur RAJ pour expliquer la démarche de son parti.

L'objectif de notre présence en tant que PST est de nous concerter sur le plan démocratique avec d'autres organisations. Sur d'autres questions, sur les projets des uns et des autres, nous avons bien des différences. Mais là, nous discutons par rapport à la répression, aux atteintes aux libertés démocratiques, aux arrestations. On est en train de constater que le délit d'opinion s'est développé.

Dans cette réunion, on voit quelles sont les propositions qui sont retenues. Pour nous, la priorité absolue est de trouver un terrain d'entente pour unité d'action de tous ceux qui sont là pour mener une action concrète, au-delà des déclarations d'intentions, une action sur le terrain.

Il y a une proposition d'action pour le 5 juillet, un vendredi, une action sur le terrain pour exiger la libération des détenus et la levée de toutes les entraves aux libertés démocratiques.

C'est ce que nous voyons comme action concrète et prioritaire, car toutes les propositions qui vont dans le sens du dialogue avec le pouvoir posent problème : comment on peut discuter avec un pouvoir qui réprime, qui arrête, qui atteint les libertés ? Il faut que le pouvoir libère tous les détenus, que les atteintes aux libertés démocratiques et les arrestations s'arrêtent.

Après, il y a les propositions des uns et des autres. Nous, nous proposons l'élection d'une assemblée constituante souveraine, car les millions d'Algériens qui manifestent ont exigé un départ du système.

Un nouveau système doit partir d'un projet nouveau, dont une nouvelle constitution pourrait incarner les grandes lignes. La seule solution contre la répression est bien l'élection d'une assemblée nationale constituante, avec des délégués, des élus. Dans ce cadre nous nous battrons pour que celle-ci réalise les aspirations sociales des algériennes et des algériens.

Dans la mobilisation du 22 février, le cinquième mandat de Bouteflika était la goutte d'eau qui fait déborder le vase, mais les racines sociales, ce sont plein d'autres choses : l'autoritarisme, la répression, le désastre social, la destruction de l'économie algérienne par les politiques libérales dans les dernières décennies. Pas seulement sous la présidence de Bouteflika, mais aussi à cause des politiques imposées par le FMI, mais aussi des politiques qui trouvent leurs racines dans les années 80.

Les oligarques, les responsables politiques, les ministres qu'on poursuit aujourd'hui, le procès de la

corruption, c’est le début du procès des politiques libérales qui ont permis ces détournements. D’ailleurs, ce n’est pas propre à l’Algérie, c’est le système libéral et néolibérale mondial qui prend l’eau en Algérie.

Alors il faut que le mouvement continue, que l’auto-organisation se développe, élargir la brèche démocratique !

Mahmoud Rechidi

Abonnez-vous à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez chaque lundi par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais, dans la semaine écoulée.

P.-S.

NPA
https://npa2009.org/actualite/international/m-rechidi-pst-trouver-un-terrain-dentente-pour-laction-contre-le-pouvoir-et